

Comité de Sauvegarde du Vieux Grenoble

5 place Sainte-Claire 38000 Grenoble

JPCI/JCD/97-51

Lettre d'information n° 6, octobre 1997.

L'Assemblée Générale du 20 mars a fait le bilan de l'année 96.

Rapport moral présenté par le Président Jean-Pierre Charre.

Le travail est maintenant conduit par deux commissions.

La première, la Commission Culture - Communication (C2C) a six tâches. La première est l'organisation et la publicité des activités culturelles internes. Celles-ci ont été régulièrement assurées : janvier, art roman, 100 personnes ; février, musée des troupes de montagne, 30 personnes ; mars, Saint-Laurent, 40 personnes ; mai, "or gris", 25 personnes ; juin, Vivarais, 55 personnes ; octobre, pique-nique inter-associatif, 60 personnes ; novembre, Minimes de la Plaine, 50 personnes ; décembre, ancien évêché, 40 personnes. Au total, huit conférences, visites ou sorties, qui ont rassemblé quelque 400 personnes.

La publicité est à améliorer. Nous avons continué à faire savoir par le journal, par un extrait gratuit du bulletin d'information, commencé à faire savoir par Scoopy, le Minitel, les Affiches, par d'autres associations, mais un effort reste à faire.

La seconde est la réalisation et la diffusion des supports de communication interne. Nous avons ponctuellement sorti le bulletin trimestriel, qui garde un contenu culturel, auquel s'ajoute l'annonce des activités culturelles et militantes, et nous avons créé une lettre d'information, au contenu plus diversifié, dont un copieux numéro (douze pages), est sorti en octobre, et dont un numéro "spécial échange", rediffusant l'information sur ce que font les autres associations, est distribué aux participants à l'A.G.

La troisième est la restauration d'éléments architecturaux remarquables ou significatifs. Nous avons suivi, dans ce domaine, des pistes, comme la remise en état de deux méridiennes.

La quatrième est l'attribution des prix des Trois Roses et du Comité, qui reste à relancer.

La cinquième est la promotion de l'Association. Nous avons réalisé à plusieurs reprises un extrait du bulletin, qui a été largement et gracieusement diffusé. Un nouveau dépliant de présentation du Comité est en chantier.

La sixième tâche est la mise en relation des associations patrimoniales, culturelles et éventuellement environnementales de l'Isère et éventuellement du Dauphiné. Nous en avons pris l'initiative à l'automne 95, nous en avons été la cheville ouvrière, assurant la rédaction et la diffusion des comptes-rendus de réunion. Le mouvement s'est matérialisé par un pique-nique inter-associatif, en octobre 96, au fort Barraux, qui a rassemblé quelque 30 associations et 350 personnes. Nous continuons à consacrer beaucoup d'énergie à cette action, dont le résultat reste incertain, notamment par suite de certains comportements individuels.

Parallèlement, nous créons des relations avec les organismes travaillant sur les mêmes thèmes ou les mêmes territoires : nous adressons nos envois régulièrement à quelque soixante-dix administrations ou associations, et exceptionnellement à quelque cent cinquante organismes. En retour, une cinquantaine de structures nous adressent leurs publications.

La seconde Commission, appelée Revalorisation du Bâti Ancien - Revitalisation du Centre-Ville (C2R), s'est donnée sept objectifs.

Le premier est la préservation du cadre de vie. Celui-ci, dans certaines portions du centre ancien, est gravement menacé. Cela entraîne la fuite des habitants, la dévalorisation du foncier et le défaut d'entretien du bâti. Ce fut l'objet, à l'automne, d'une séance qui a été nourrie par divers experts et suivie par un nombreux public.

Le second est le maintien de la diversité sociale, qui se traduit notamment par notre demande de mise en place d'une nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat.

Celle-ci est un aspect d'un programme complet de procédures, que nous avons présenté à la Ville de Grenoble, et qui vise à réaliser le troisième objectif, la revalorisation du bâti, plus précisément la réhabilitation du bâti ancien dégradé. Celle-ci va de pair avec la réutilisation du bâti désaffecté. Nous suivons ce qui se passe sur les "friches de luxe", les bâtiments prestigieux, comme l'ancien Musée-Bibliothèque, et nous allons organiser, fin 97, avec l'Union Commerciale Grenoble-Centre et l'Association les Hôtels de Grenoble, une séance sur le transfert de la Justice à Europole. Nous participons aussi activement aux actions concernant les "friches de pauvre", c'est-à-dire les friches industrielles, comme les anciennes usines Lustucru, sur lesquelles nous travaillons avec les associations de quartier et des associations "généralistes", comme Le Fournil, qui s'occupe des squatters.

Le quatrième objectif est l'embellissement des espaces publics. Nous sommes intervenu dans l'aménagement de surface des rues Chenoise, Lionne, Renaudon et Madeleine, demandant et obtenant la conservation et le regroupement des dalles en pierre formant trottoir. Nous avons organisé une séance sur l'histoire et l'aménagement de la place de Verdun.

Le cinquième objectif est la valorisation du potentiel touristique. Nous suivons avec attention le projet de "parcours culturel" entre l'Hôtel de Ville et Sainte-Marie-d'en-Haut, qui connaît déjà des réalisations (mise en lumière). Nous suivons la relance des projets de valorisation du site de la Bastille.

Cette valorisation du potentiel historique est un aspect du sixième objectif, la promotion des activités économiques, qui nous préoccupe beaucoup. Le centre ancien perd du chiffre d'affaires au profit de la périphérie. Les commerces ferment ou se spécialisent, notamment dans des activités ludiques nocturnes à forts risques de nuisances. Le commerce du centre-ville doit à la fois être redynamisé et rediversifié.

Pour cela, nous avons conduit une réflexion inter-associative sur une question de fond, l'accessibilité. Nous avons amené plusieurs associations, la Fédération des Unions Commerciales, l'Association les Hôtels de Grenoble, l'Association pour le Développement des Transports en Commun, S.O.S. Grenoble, à rechercher leurs points de convergence. Nous suivons également avec attention l'opération "centre 2000", financée par le Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce, qui doit venir en aide au commerce grenoblois et revitaliser le centre. Nous avons récemment organisé une séance d'information au cours de laquelle sont intervenus élus et techniciens municipaux et consulaires.

Nous arrivons ainsi au septième objectif, la gestion de la redistribution spatiale des hommes et des activités. Celle-ci se fait, entr'autres, par les documents d'urbanisme. Nous participons à la concertation sur la révision du Plan d'Occupation des Sols, qui porte actuellement sur le secteur Nord-Ouest et portera ensuite sur d'autres secteurs de la ville.

L'année 96 pourrait être caractérisée par trois faits :

- le Comité de Sauvegarde assure ses activités traditionnelles,
- le Comité connaît un renouveau de militantisme,
- ce renouveau l'amène à réaffirmer sa philosophie, qui est d'utiliser le passé pour enrichir le présent et inventer l'avenir.

Les mutations démographiques et sociales dans le Quartier Notre-Dame

Résumé d'un mémoire de maîtrise MPL, "revalorisation patrimoniale et mutations sociales. Le cas du quartier Notre-Dame", soutenu à l'Institut d'Urbanisme de Grenoble en juin 1996.

Depuis le début des années soixante, le quartier Notre-Dame se caractérise par une perte d'habitants, par leur vieillissement, par des bouleversement successifs dans la structure ethnique et par la montée des classes moyennes.

L'évolution de la population : la décroissance.

Alors qu'en 1962 le quartier Notre-Dame abritait 6 905 personnes, il n'en accueillait plus en 1982 que 4 564. Même si les données accessibles du recensement de 1990 ne permettent pas d'isoler le quartier, il est vraisemblable que ce déclin continue.

Deux explications peuvent être avancées. D'abord, les habitants fuient, depuis le XVII^{ème} siècle, les conditions de vie dans les logements délabrés et insalubres, dont la réhabilitation n'a réellement commencé qu'en 1971. Ensuite, les opérations de réhabilitation amènent à vider les logements de leurs occupants, à les reloger dans d'autres immeubles du quartier ou d'autres parties de la ville, et engendrent des mouvement de population.

La structure par âge : le vieillissement.

Entre 1975 et 1982, le pourcentage de jeunes ménages (20 à 29 ans), baisse de cinq points, descendant à 15,5 %, et celui des ménages de plus de 55 ans ne baisse que d'un point, passant à 22,8 %.

En même temps, la proportion de jeunes (0 à 19 ans) augmente de deux points, atteignant 24,1%. Cela peut s'expliquer par le retour de familles dans les îlots réhabilités, notamment de familles étrangères dont les enfants représentent 26 % des moins de 20 ans.

La structure ethnique : des substitutions successives de population.

En 1982, 30 % des habitants sont étrangers. Cette forte proportion d'étrangers s'explique par le rôle d'accueil que remplit le quartier depuis le XIX^{ème} siècle.

Mais un changement majeur s'est produit. Alors que, en 1975, les Italiens sont la population étrangère majoritaire (14 %), ils ne sont plus que 7,7 % en 1982. Ils ont été remplacés par les immigrés d'Afrique du Nord, qui atteignent en 1982 16,7 %. En 1990, même si le nombre de Maghrébins a baissé, suite à une nouvelle politique d'attribution des logements sociaux réhabilités qui ne donne plus la priorité au relogement des anciens locataires, ils sont encore la population étrangère dominante.

La structure socio-professionnelle : la montée des classes moyennes.

En 1975, la catégorie socio-professionnelle la plus représentée est celle des ouvriers : 48 % des actifs. En 1982, ils restent majoritaires mais leur part a baissé de 6 points. En 1975, les cadres moyens, cadres supérieurs et professions libérales ne représentent que 22 % des actifs. En 1982, leur part augmente de 6 à 7 points. Entre 1982 et 1990, même si cette croissance est difficilement mesurable statistiquement, elle continue et peut-être même s'accroît avec les programmes privés de réhabilitation, les nouvelles modalités d'attribution des logements.

Depuis 1990, il est possible que de nouvelles mutations sociales soient en œuvre car beaucoup de familles aisées, installées depuis peu, veulent quitter le quartier en raison des nuisances sonores nocturnes.

Anne-Sophie Dorée

Les mutations démographiques et sociales dans le Quartier Saint-Laurent

Résumé d'un mémoire de maîtrise de géographie, "le vieux quartier Saint-Laurent - Rive Droite. Revalorisation du bâti et mutations sociales. Quelle nouvelle identité ?", soutenu à l'Institut de Géographie Alpine, Université Joseph Fourier, en juin 1996.

Depuis le début des années soixante, le quartier Saint-Laurent se caractérise par une perte d'habitants, par leur vieillissement, par des modifications dans la structure ethnique et par la montée des classes moyennes.

L'évolution de la population : la décroissance.

La population est passée de 3 353 habitants en 1962 à 1 202 en 1990. Cela est lié au départ des Italiens, que l'arrivée de Maghrébins et d'autres catégories sociales ne compense pas.

Depuis 1990, les progrès de la réhabilitation ont fait remonter la population, qui devrait s'accroître encore, au fil des restaurations, et pourrait approcher les 1 500.

La structure par âge : le vieillissement.

Depuis le recensement de 1962, en même temps que la population diminue, le vieillissement s'accroît. Le pourcentage de personnes âgées de plus de 65 ans est passé de 10,5 % en 1962 à 31,4 % en 1982 et 16,2 % en 1990 (données du secteur 2, englobant les quartiers Saint-Laurent et Notre-Dame : 7052 habitants).

Les jeunes sont en régression. Les moins de 19 ans sont passés de 33,1 % en 1962, à 16,3 % en 1982 et 20,7 % en 1990 (données du secteur 2).

La structure ethnique : des substitutions successives de population.

Les Italiens restent le groupe dominant jusqu'au milieu des années 70 : 30 % de la population en 1968, soit 84 % des étrangers. En 1990, ils ne représentent "plus que" 22 %.

Le courant migratoire est tari. Certains Italiens sont retournés dans leur pays, d'autres se sont intégrés à la société française, d'autres sont allés chercher ailleurs la place et le confort que ne leur offraient pas les logements du quartier. Le phénomène italien tend à se diluer.

Les Italiens ont été remplacés, à la fin des années 60 et au cours des années 70, par les Maghrébins. Ceux-ci, de 2,6 % en 1968, passent à 6,7 % en 1982, soit 29 % des étrangers. Cette arrivée est due au réaménagement des quartiers Mutualité et Très Cloître, qui les a rejetés vers Notre-Dame (voir A.S. Dorée), et vers Saint-Laurent.

Les professions et catégories sociales : la montée des classes moyennes.

Les ouvriers, qui représentaient 70 % de la population active dans les années 60, n'en représentent plus que 39 % en 1982.

Cette baisse se fait au profit des employés (11,3 % en 1968, 27,8 % en 1982), des cadres et professions intermédiaires (les premiers passent de 2,1 % en 1968 à 15,2 % en 1982, les seconds de 5,2 % en 1968 à 11,3 % en 1982).

Ce changement est lié à la promotion d'ouvriers comme employés ou cadres moyens, à la politique de la Municipalité Carignon (1983-95), qui réduit l'intervention de la Ville lors des mutations foncières (une préemption sur douze au lieu de une sur deux sous la Municipalité Dubedout). Ce sont souvent des cadres, enseignants, ingénieurs, qui achètent des appartements offrant à la fois un prix moyen moins élevé que dans l'hyper-centre et la proximité de celui-ci.

Cet engouement est à rapprocher de la redécouverte du patrimoine, que traduit la loi Malraux (1962, secteurs sauvegardés), et la création d'associations de mise en valeur des "vieilles pierres". Les classes aisées réinvestissent dans les quartiers anciens, qui redeviennent synonymes d'ascension et de réussite sociale.

LUSTUCRU

PATRIMOINE BATI, PATRIMOINE ECRIT

Tandis que les projets de restructuration des bâtiments de l'ancienne usine Lustucru font l'objet des efforts conjugués des pouvoirs publics, d'un groupe de promoteurs et d'associations locales ou généralistes, le sort du patrimoine écrit - autrement dit des archives - de cette entreprise grenobloise a récemment mobilisé de multiples acteurs.

Jusqu'à l'an dernier, à l'exception de belles affiches conservées à la Bibliothèque d'études ou au Musée dauphinois, on ne trouvait dans les collections publiques aucun document provenant de la fameuse usine de pâtes. Comment, dans ces conditions, retracer un jour l'histoire de ce fleuron de l'industrie dauphinoise ? Une fois le bâtiment réaménagé, quelle mémoire Grenoble allait-elle garder de Lustucru ? Aujourd'hui, nous sommes en mesure d'affirmer que ce qui pouvait être sauvé l'a été, parfois dans des conditions... extrêmes.

Dès 1993, j'avais effectué plusieurs démarches pour retrouver des documents témoignant de l'activité de Lustucru : avec l'aide de monsieur Jacques Dardélet (APHID), j'ai rencontré monsieur Robert Cartier-Millon. Celui-ci a de très bonne grâce retracé l'historique de la société et nous a présenté quelques beaux documents (factures à en-tête, ...). Mais, de fonds d'archives constitué, aucun, selon ses dires !

Dans un deuxième temps, une lettre a été adressée à la société R.C.L. (Rivoire et Carret - Lustucru), propriétaire de la marque et des bâtiments. Cette entreprise installée à Marseille n'a pas daigné répondre à nos demandes d'information. Archives, connais pas !

Enfin, en 1996, par l'intermédiaire de monsieur Gilbert Armand, j'ai pu entrer en contact avec le Comité de Sauvegarde du Vieux Grenoble et l'association le Fournil, grâce auxquels j'ai eu le plaisir de découvrir qu'un certain nombre de documents avaient été "mis à l'abri". Une visite des locaux désaffectés, guidée par ces associations et les occupants temporaires des bâtiments, a permis de retrouver un grand nombre de dossiers abandonnés.

Grâce à une opération de sauvetage rondement menée et conduite avec l'aide, partiellement rémunérée, des occupants temporaires, ces documents ont été transférés aux Archives départementales où ils sont à présent classés par Madame Pothier (APHID). S'il est encore trop tôt pour en décrire, dans le détail, le contenu, on peut néanmoins en repérer les principales catégories. L'essentiel est constitué par les dossiers des fournisseurs de matériel (achat et maintenance), les plus anciens remontant aux années 1940. Illustrés de plans, ils permettront d'avoir une idée précise des techniques de fabrication des pâtes ainsi que de l'organisation géographique de l'usine. Un grand nombre de plans de l'usine (plans techniques, chaînes de fabrication, ...), avaient été abandonnés : nous en avons recueilli une bonne part, dans la mesure où leur état les rendait exploitables. Ont également été sauvées les archives du service marketing (années 1970-1980), avec notamment des plaquettes publicitaires, des affichettes. Le service comptabilité avait laissé les microfiches des derniers exercices d'exploitation : nous les avons emportées. Enfin, subsistent quelques dossiers du service du personnel et des œuvres sociales, très récents. Au total, environ huit mètres linéaires de documents variés.

Soyons sans illusion : tout ce qui pouvait présenter un intérêt quelconque aux yeux soit de l'entreprise, soit des "visiteurs" des locaux désaffectés, a été emporté. N'a subsisté que... ce qui ne pouvait intéresser personne... sauf les historiens qui, nous le savons bien, exploitent les documents les plus ardues pour faire revivre le passé.

Le fonds Lustucru, résultat d'un sauvetage collectif, est donc aujourd'hui aux Archives de l'Isère, lacunaire certes, mais incontournable pour l'histoire du site. Merci aux associations, qui ont dans cette affaire pleinement joué leur rôle de partenaires des services publics !

Isabelle Vernus-Moutin
Conservateur aux Archives départementales

Mais où va le Comité de Sauvegarde du Vieux Grenoble ?

L'Assemblée Générale de mars 96 ayant décidé d'engager la révision des statuts et le changement de l'appellation, un large débat s'est engagé lors de l'A.G. de mars 97.

Le contexte.

Le Comité s'est créé, en 1965, pour sauver le bâti ancien, conserver les vieux quartiers, amener la reconnaissance de la valeur des "vieilles pierres". Le centre ancien de Grenoble, comme celui de beaucoup de villes de France, était alors menacé de "rénovation" (démolition des immeubles, changement de population). C'était l'effet du courant hygiéniste et moderniste : "les quartiers anciens, c'est vieux, c'est sale, c'est pauvre : on va les rendre neufs, propres et riches". La vision de l'ancien a évolué. La valeur des vieilles pierres a été progressivement reconnue. La bataille de la sauvegarde du patrimoine est globalement gagnée.

Maintenant, apparaissent d'autres objectifs que celui de la conservation : situer le patrimoine dans le monde contemporain. En 1965, on ne doutait pas : c'était le temps de la croissance économique, de la croyance en la technique. Le monde, aujourd'hui, est entré dans le doute et dans une crise multiforme : économique, avec les chocs et contrechocs pétroliers, sociale, avec le développement du chômage, la marginalisation de certaines populations, territoriale, avec l'abandon de certains espaces, morale, avec la mutation des valeurs.

Le patrimoine a de multiples valeurs :

- valeur identitaire, facteur de création et de structuration de la personne humaine, facteur de bonheur individuel par l'acquisition de la connaissance,
- valeur sociale, facteur de cohésion et d'intégration des éléments d'une société humaine, susceptible de contribuer à réduire "la fracture socio-spatiale",
- valeur économique, facteur de développement local, doux et durable, des espaces urbains et ruraux, par l'accroissement de la fréquentation touristique.

La discussion.

Les objectifs. Les mots évoqués sont, entr'autres : patrimoine, culture, société, environnement, développement. N'est-ce pas un programme trop vaste ? Peut-on les organiser avec un centre de gravité, selon une hiérarchie, autour du pivot qu'est le patrimoine ? Ne risque-t-on pas de perdre notre spécificité ? Serons-nous crédible ? Aurons-nous les forces nécessaires pour couvrir un champ thématique aussi large ? Peut-on rassembler nos objectifs sous le terme de "territoire", notion à la fois patrimoniale, culturelle, sociale et affective ? Le terme de développement n'est-il pas ambigu ?

Le territoire. La référence à Grenoble n'est-elle pas trop restrictive ? L'action du Comité a toujours dépassé le centre ancien de Grenoble. On évoque le Grand Grenoble, le département de l'Isère, la province du Dauphiné.

L'appellation. Le terme de Comité, qui évoque un groupement restreint, doit-il être conservé ? On envisage d'autres termes, comme Union. Le terme de vieux doit-il être remplacé par celui d'ancien ? L'adjonction de la "mise en valeur" à la "sauvegarde" suffirait-elle à montrer l'évolution des objectifs ? La "sauvegarde" n'est-elle pas assimilable à "conservation, conservateur" ? On cherche soit une appellation en deux mots, soit un sigle expressif. On a songé à "Patrimoine et Développement". Il résumerait bien nos préoccupations, mais son abréviation serait délicate et l'acronyme à discuter (Patdev). On a songé à Sauvegarde et Avenir de Grenoble et de son Environnement (S.A.G.E.). Des participants en proposent d'autres (Comité de Sauvegarde du Patrimoine (C.S.P.), Sauvegarde et Valorisation du Patrimoine (S.V.P.), Union Pour le Patrimoine, l'Environnement et le Développement (U.P.P.E.D.)...

L'Assemblée Générale a décidé, à une très forte majorité, de conserver l'appellation actuelle et de continuer à en chercher une autre, qui s'ajouterait puis se substituerait à l'ancienne.

Donnez-nous votre avis, faites des propositions.

J.P.C.